



## CONSEIL DE SECURITE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

6113<sup>ème</sup> séance  
Salle du Conseil de Sécurité

Point de l'ordre du jour :  
**LA SITUATION EN COTE D'IVOIRE :**  
**20<sup>ème</sup> RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION**  
**DES NATIONS UNIES EN COTE D'IVOIRE**

Déclaration de Son Excellence Monsieur Alcide DJEDJE  
Ambassadeur  
Représentant Permanent

*Seul le texte prononcé fait foi*

*New York le 28 avril 2009*

---

## UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL

6113<sup>th</sup> meeting  
Security Council room

Agenda item:  
**THE SITUATION IN COTE D'IVOIRE:**  
**20<sup>th</sup> PROGRESS REPORT OF THE SECRETARY GENERAL**  
**ON THE UNITED NATIONS OPERATIONS IN COTE D'IVOIRE**

Statement made by His Excellency Alcide DJEDJE  
Ambassador  
Permanent Representative

*Check against delivery*

*New York, April 28<sup>th</sup>, 2009*

**Monsieur le Président,**

**Excellences Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter le Secrétaire Général pour la qualité de ce 20<sup>ème</sup> Rapport qui fait le point des principaux événements survenus dans mon pays, ces trois derniers mois.

Saisissant l'opportunité de cette séance de travail du Conseil de sécurité consacrée à ce Rapport, ma délégation voudrait présenter au conseil les perspectives pour les mois à venir de la mise en œuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou avec comme point d'achèvement l'organisation des élections présidentielles en 2009 ; car qu'il s'agisse du Président Laurent GBAGBO, du Premier Ministre Guillaume SORO ou du Facilitateur le Président Blaise COMPAORE, aucun des signataires de l'Accord de Ouagadougou n'a d'autre agenda que la tenue effective des élections présidentielles en 2009.

Je tiens d'emblée et au nom de mon Gouvernement à réaffirmer cette volonté politique et l'état d'esprit réel dans lequel se trouvent les principaux acteurs du processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire, malgré ce que certains dans la périphérie ont pu laisser supposer ces dernières semaines.

**Monsieur le Président,**

Comme le reconnaît le présent Rapport du Secrétaire Général, au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la signature de l'Accord de Ouagadougou en mars 2007, des progrès sensibles ont été accomplis en vue d'assurer un retour à la normale en Côte d'Ivoire.

Ces progrès ont été consolidés avec la signature, le 22 décembre 2008, d'un quatrième avenant à l'Accord de Ouagadougou qui définit la marche à suivre pour achever le processus de réunification et tenir des élections.

Il est vrai qu'en dépit des avancées importantes constatées dans le processus de sortie de crise, nous avons noté quelques difficultés et contraintes dans sa mise en œuvre ; A ce jour, la plupart de ces difficultés, essentiellement d'ordre logistique et financier sont entrain d'être aplanies.

Je suis en effet heureux de vous annoncer qu'à la date du 31 mars 2009, le Conseil d'administration de la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont convenu que la Côte d'Ivoire est admise à recevoir un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés, l'initiative PPTE.

J'aimerais saisir l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour traduire à nouveau, les remerciements du Président Laurent GBAGBO à tous nos partenaires au développement notamment le Gouvernement français pour l'appui qu'il ne cesse de nous apporter. Il les encourage à poursuivre leurs efforts jusqu'au point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Cet appui de la Communauté internationale nous permet, à présent, d'envisager la suite du processus de sortie de crise avec moins d'appréhension.

### **Monsieur le Président,**

La restauration de l'Autorité de l'Etat et le redéploiement de l'Administration sur l'ensemble du territoire national est pratiquement achevé. Les 156 Préfets et sous-préfets pour les zones Centre Nord et Ouest ont été nommés et affectés.

En ce qui concerne l'unicité des caisses, le redéploiement de l'Administration financière, y compris la Banque du Trésor, dans les zones Centre Nord et Ouest est également en cours.

Des missions ont été organisées en vue de faire un état des lieux pour l'ouverture des agences de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dans ces zones.

Les problèmes liés à la passation des charges entre les Commandants de Zones communément appelés « Com-zones » et le corps préfectoral vont être aplanis, les jours à venir, grâce au déploiement de 8 milles éléments mis à la disposition du Centre de Commandement intégré et comprenant des policiers, des gendarmes et des éléments des Forces Armées des Forces Nouvelles dont la liste nominative sera publiée cette semaine.

**Monsieur le Président,**

Au jour d'aujourd'hui, 6 millions 81 milles 625 personnes (6.081.625) ont été enrôlées sur une population cible de 8 millions six cent milles escomptée pour constituer le corps électoral.

Avec l'amélioration de la trésorerie de l'Etat, nous comptons achever l'enrôlement de la quasi-totalité de la population cible à la mi-juin 2009.

Conformément aux recommandations issues de la quatrième Réunion du Cadre Permanent de Concertation de l'Accord de Ouagadougou tenue le 10 novembre 2008, de la résolution 1865 (2009) du Conseil de sécurité adoptée le 27 janvier 2009, de la réunion du Comité d'Evaluation et d'Accompagnement de l'Accord de Ouagadougou du 16 février 2009, la Commission électorale Indépendante a proposé un chronogramme du processus électoral au Premier Ministre qui l'a transmis au Président de la République, le 15 avril 2009.

Ce chronogramme permet d'envisager la tenue de l'élection présidentielle dans une période comprise entre le 11 octobre et le 06 décembre 2009. L'annonce de la date exacte des élections comprise dans cette fourchette sera faite par le Président de la République dans les tous prochains jours.

**Monsieur le Président,**

J'aimerais, pour terminer, lancer un appel afin que les Nations Unies ne cèdent pas au découragement et que le Conseil de sécurité continue à poursuivre ses efforts en vue d'assister le Peuple et le Gouvernement ivoiriens pour une sortie définitive de la crise par les élections en 2009.

Le plus difficile est derrière nous et c'est ensemble qu'il faudra conjuguer les efforts afin de parvenir à l'organisation d'élections crédibles en Côte d'Ivoire pour lesquelles la date butoir, pour le premier tour, est fixée au 06 décembre 2009.

Encore une fois, Monsieur le Président, permettez-moi d'insister : le processus de paix en Côte d'Ivoire n'est pas dans l'impasse ; la décision politique a déjà été prise : le premier tour des élections présidentielles en Côte d'Ivoire ne se déroulera pas au-delà du 6 décembre 2009.

Je vous remercie.-/

**Mr. President,**

**Ladies and Gentlemen,**

Allow me, first of all, to congratulate the Secretary General for the quality of this 20<sup>th</sup> report, which gives an update on developments in my country over the last three months.

My delegation would like to take the opportunity offered by this meeting of the Security Council on Côte d'Ivoire to appraise the Council of the prospects for the implementation of the Ouagadougou Political Agreement in the coming months, culminating with the holding of presidential elections in 2009, since all the signatories to the Ouagadougou Agreement – be it President Laurent Gbagbo, Prime Minister Guillaume Soro or the Facilitator, President Blaise Compaoré – have but one agenda, that of ensuring that presidential elections are effectively held in 2009.

I wish to reaffirm from the onset, on behalf of my Government, this political will and the actual state of mind of the major stakeholders in the process to overcome the crisis in Côte d'Ivoire, in spite of what some outsiders may have implied lately.

**Mr. President,**

As acknowledged in this report of the Secretary-General, over the last two years since the signing of the Ouagadougou Agreement in March 2007, significant progress were made towards a return to normalcy in Côte d'Ivoire.

This progress was reinforced with the signing, on 22 December 2008, of a fourth supplement to the Ouagadougou Agreement, which sets the way forward for completing the reunification process and holding elections.

While important strides have been made in the process to overcome the crisis, its implementation faced some challenges and constraints. To date, most of these challenges, mainly logistical and financial, are being resolved.

Indeed, I have the pleasure to announce that as at 31 March 2009, the Executive Boards of the World Bank and the International Monetary Fund have agreed to allow Côte d'Ivoire to benefit from debt relief under the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative.

I wish to take the opportunity afforded to me today to express, once again, the appreciation of President Laurent Gbagbo to all our development partners, including the French Government, for their continued support. He encourages them to continue their efforts up to the completion point of the HIPC Initiative.

With this support from the international community, we can now be less apprehensive about the next phases of the process to overcome the crisis.

**Mr. President,**

The restoration of state authority and the redeployment of the civil service throughout the country are almost completed. The 156 *préfets* and *sous-préfets* (regional administrators) for the Centre-North-west zones have been appointed and posted.

Regarding the creation of a unified treasury, the redeployment of the financial authorities, including the Treasury Bank, in the Centre, Northern and Western zones is also under way.

Missions have been sent to make an assessment for the opening of branches of the Central Bank of West African States in these areas.

The problems of transfer of authority between the area commanders (known as "Com-zones") and the regional administrators will be solved in the coming days thanks to the deployment of 8 000 elements seconded to the Integrated Command Centre, comprising police officers, gendarmes and members of the armed forces of the Forces Nouvelles whose list will be released this week.

**Mr. President,**

As of today, 6 081 625 people, out of a total of 8 600 000 potential voters, have been registered.

With improvements in the State's financial situation, we hope to complete the registration of almost all the voting population by mid-June 2009.

In accordance with the recommendations from the fourth meeting of the Permanent Consultation Mechanism held on 10 November 2008, Security Council resolution 1865 (2009) of 27 January 2009 and the outcome of the meeting of the Evaluation and Monitoring Committee held on 16 February 2009, the Independent Electoral Commission submitted a proposed timetable for the electoral process to the Prime Minister, who transmitted to the President of the Republic on 15 April 2009.

According to this timetable, the presidential election could be held between 11 October and 6 December 2009. The exact date of the elections, to be set within that period, will be announced by the President in the coming days.

**Mr. President,**

Allow me, in conclusion, to appeal to the United Nations not to get discouraged and to the Security Council to continue its efforts in helping the people and the Government of Côte d'Ivoire to effectively overcome the crisis by holding elections in 2009.

We've gone passed the most difficult phase and we need to work together to hold credible elections in Côte d'Ivoire, the first round of which should be held no later than 6 December 2009.

Once again, Mr. President, I wish to insist on the fact that the peace process in Côte d'Ivoire is not stalling; the political decision has been made: the first round of the presidential elections in Côte d'Ivoire will be held no later than 6 December 2009.

Thank you.